

» François Raux use de termes moins diplomatiques: « Le bilan de la concurrence est catastrophique. Les prix ne couvrent pas les coûts de production du nucléaire (45 euros du mégawatt-heure) et du renou-

velable (60 euros du mégawatt-heure). » Selon lui, cela pourrait engendrer une perte globale pour EDF de l'ordre de « 8 à 10 milliards d'euros ». Dans ce contexte, « comment financer les investissements

nécessaires? » interroge-t-il. EDF se trouve en effet devant un épineux dilemme: soit renoncer au « grand carénage » et au renouvellement du parc, mais dans ce cas la sécurité d'approvisionnement est sérieuse-

ment menacée; soit investir en prenant le risque que des prix de vente trop faibles de l'électricité ne le conduisent à la banqueroute. ★

PIERRE-HENRI LAB
phlab@humadimanche.fr

« Il faut différer le projet Hinkley Point »



Porte-parole de la FNME CGT (énergie), Marie-Claire Cailletaud appelle à un un pôle public de l'énergie avec des nouveaux droits pour les salariés, les élus et les usagers afin de décider des choix stratégiques. Elle s'inquiète du projet des deux EPR britanniques et dénonce la loi de transition énergétique.

HD. Le PDG d'EDF a confirmé la construction d'Hinkley

Point. Comment réagissez-vous?

MARIE-CLAIRE CAILLETAUD. C'est une fuite en avant. Cette décision en ignorant les nombreux avis défavorables, y compris au sein de la direction, fait fi de toute démocratie. Nous demandons que ce projet soit différé car les conditions pour le mener à bien ne sont pas réunies. Premièrement, la filière nucléaire a été fragilisée, notamment à cause des choix des entreprises et des gouvernements successifs. La vente d'Alstom à General Electric aboutit à ce que des brevets partent aux États-Unis. Areva va être démantelé. EDF connaît des difficultés financières. Deuxièmement, le chantier de Flamanville et les retards qui s'y sont accumulés montrent qu'avant de se lancer dans de nouvelles constructions, il est nécessaire de pratiquer un retour d'expérience et de reconstruire des collectifs de travail. C'est indispensable afin d'élaborer une nouvelle version optimisée et moins coûteuse de l'EPR qui puisse aussi servir à l'avenir au renouvellement du parc en France.

HD. La concurrence a entraîné une chute des prix de l'électricité désormais insuffisants pour financer l'investissement. Comment y remédier?

M.-C. C. La concurrence a abouti à une situation aberrante où les prix de l'électricité, tirés vers le bas de manière conjoncturelle par ceux

des énergies fossiles, ne couvrent plus les coûts de production. À ceci s'ajoute une montée en puissance des énergies les plus subventionnées comme l'éolien ou le solaire indépendamment de leur efficacité. Nous exigeons qu'un bilan de la déréglementation soit réalisé. Elle est en train de nous envoyer dans le mur et des scénarios de black-out, comme ceux qui se sont produits en Californie au début des années 2000, ne sont pas à écarter. L'énergie est un secteur stratégique pour l'industrie et pour la population. Il a besoin d'une vision de long terme incompatible avec le marché. C'est pourquoi nous défendons l'idée d'une réappropriation sociale via la création d'un pôle public de l'énergie dans lequel seraient placées toutes les entreprises du secteur. L'octroi de nouveaux droits pour les salariés, les élus et les usa-

« NOUS EXIGEONS QU'UN BILAN DE LA DÉRÉGLEMENTATION SOIT RÉALISÉ. ELLE EST EN TRAIN DE NOUS ENVOYER DANS LE MUR. »



Le 18 février, rassemblement de salariés d'EDF devant le siège de Levallois-Perret (92). Depuis novembre, ils ont fait grève à cinq reprises.

gers et la mise en place d'obligations pour les entreprises permettraient d'investir dans la recherche, de faire évoluer le mix énergétique sur des critères économiques, sociaux et environnementaux, en prenant en compte les évolutions techniques.

HD. La loi de transition énergétique ne permet-elle pas cela?

M.-C. C. Nous avons combattu cette loi car, plutôt que de s'attaquer aux émissions de gaz à effet de serre en traitant de la question des transports qui est le secteur le plus émetteur ou de l'efficacité énergétique avec l'habitat, elle a été centrée sur la baisse de la part du nucléaire et sur l'ouverture à la concurrence des barrages hydroélectriques. Autrement dit, non seulement la loi s'en prend à des énergies qui n'émettent pas de CO₂, mais en plus elle consti-

tue une fuite en avant dans la libéralisation, dont on sait les conséquences désastreuses.

HD. Après l'annonce des 6 000 suppressions d'emplois dans le monde par EDF, comment s'organise la riposte?

M.-C. C. En France, ce sont 4200 emplois qui sont menacés dans tous les secteurs de l'entreprise, y compris la recherche. À EDF, un mouvement d'ampleur sur cette question mais aussi sur la fermeture des centrales thermiques ou l'ouverture à la concurrence des barrages est en train de naître. Depuis début novembre, les salariés ont fait grève à 5 reprises. Nous allons travailler à amplifier cette mobilisation en nous saisissant entre autres de la journée d'action confédérale prévue en mars.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR P.-H. L.